

Sauve-qui-peut

L'idéologie communiste a touché son terme avec l'effondrement du mur de Berlin¹.

L'idéologie purement libérale a touché le sien avec l'effondrement de Lehman Brothers².



Depuis les décideurs politiques ou économiques s'agitent en tous sens à la recherche d'un nouveau phare capable de les guider dans leurs décisions.

Ce mouvement de sauve-qui-peut s'accompagne également d'un pillage en règle des pays les plus faibles avec l'aide des dernières cartouches des pires outils de la finance libérale comme cette ligne de crédit de 7770 milliards de dollar ouverte pour sauver le système financier américain en dehors de tout contrôle démocratique³, ce même système financier qui est à l'origine de la crise actuelle, qui en a été l'outil déclencheur et qui encore aujourd'hui pèse de tout son poids destructeur dans la crise européenne.

La tentation du replis sur soi est-elle la solution ?

Comment se guérir du dysfonctionnement de l'outil financier sans entraîner un effondrement total du système ?

Comment restaurer la justice en punissant sans vindicte ceux qui ont eu un comportement délibérément pathogène voire délictueux vis-à-vis des peuples ?

Et in fine, quelles seront les bases d'une nouvelle économie au service des peuples, une économie à même de prendre en compte les défis climatiques, énergétiques, numériques et socio-démographiques ?

Protection ou protectionnisme ?



Personne ne peut construire quelque chose à long terme dans une anxiété et une peur constante du lendemain. Nous avançons d'autant mieux, nous osons d'autant plus, que nous sommes rassurés sur la capacité de nous relever en cas d'erreur ou de chute.

Aujourd'hui, les citoyens sont mis dans la situation de funambules accrochés à un fil usé dont la rupture ne fait guère de doute. Sous eux l'inconnu.



Il ne fait guère de doute non plus que nous ne pouvons pas à court terme garantir un niveau de protection au niveau de ce que nous avons pu avoir il y a dix ans. Ceci dit, le modèle de l'État providence est certes en perdition, mais cela ne veut pas dire pour autant que nous devons retomber dans la jungle du laisser-faire et du chacun pour soi si caractéristique des raisons qui ont amené les problèmes actuels.

Mais que pouvons nous garantir à chacun ? La garantie qui ne peut plus être totalement de nature financière (faute de moyens) peut-elle être d'une autre nature ? Une solidarité directe, organisée, de citoyens à citoyens ?

1 Cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/Mur_de_berlin

2 Cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/Lehman_Brothers

3 Cf. Bloomberg : <http://bloom.bg/tbAslz#oid=5uZz10Mzq628cC3FAk-mTTsl6aleW6uM>

A mon sens oui, et d'ailleurs si l'aide financière est un moyen pratique de traiter un problème, la plupart du temps ce n'est qu'un moyen palliatif de combler un manque. Combien de RMI/RSA ont sorti de gens de leur situation de précarité ? Pour ces gens, l'argent manque certes, mais surtout, c'est l'impossibilité de trouver des opportunités de sortir de leur situation qui crée des trappes à misère.

Je crois que nous pouvons effectivement remplacer une partie de l'argent que nous n'avons plus par des systèmes de solidarité directe qui ont largement montré leur valeur en d'autres temps. C'est déjà ce que font nombre d'associations et, en attendant de recouvrer son autonomie, l'État doit acter de son indigence et utiliser les moyens qui lui restent pour faciliter et contrôler l'organisation locale de la protection de tous. Et pour les services qui ne peuvent être par nature supplantés par la solidarité active, l'État doit faire ce qu'il faut pour les financer à un niveau compatible avec leurs missions. C'est le cas par exemple du système de santé hospitalier.

De manière plus globale, des voix affirment que la solution réside dans la ghettoïsation de notre économie. « Élevons des murs, fermons les portes, cela nous sauvera ». Cette pensée est issue d'un ancrage dans le siècle du mur de Berlin où la frontière était physique et tangible, où ce que l'on produisait était d'abord matériel. Mais aujourd'hui, les technologies de l'information ont remplacé les frontières physiques (géographiques) par des frontières linguistiques ou technologiques. Ceux qui me lisent en ce moment ont juste besoin de comprendre le français et probablement de maîtriser des outils très simples capables de leur apporter mes réflexions. Qu'ils soient à Brest ou Vladivostok n'a aucune importance. Ces mêmes moyens peuvent également leur apporter des services marchands et la possibilité d'acquérir où bon leur semble sur la planète les biens qu'ils veulent. Monter des frontières douanières avait un sens dans l'ancien monde non connecté, pas dans le nôtre.

À partir de ce constat, il n'est pas difficile de prévoir ce qui se passerait si demain on vous donnait le choix entre une marchandise chère produite en petite série localement et un bien au faible coût actuel car produit à une dimension mondiale.

La mondialisation est un fait qui est moins dû à une volonté politique délibérée qu'aux avancées technologiques qui ont réduit les coûts géographiques à peu de choses et augmentés les possibilités de communication à un niveau jusque là inconnu.

Alors oui, cette crise de fin de millénaire exige de nous de repenser nos protections et solidarités, mais non le protectionnisme ou ses clones que sont le replis malthusien et autres décroissance ne peuvent pas apporter de solutions.

Alors quoi d'autres ?

Les règles d'une nouvelle économie

Si une nouvelle économie devait nous sortir de notre situation, peut-on en tracer quelques contours qui permettent au moins de réfléchir de façon nouvelle (désolé, je n'ai pas la prétention de pouvoir donner la solution à nos problèmes).



Des briques de qualités à faible coût

La première idée est de chercher *les briques de base qui servent à construire cette économie et de contrôler au maximum leur coût et leur qualité. A minima, ces briques me semblent être :*

- *l'énergie*
- *l'information*
- *les moyens permettant d'échanger les biens et services (en simplifié l'argent).*

L'état doit donc agir et être en mesure de garantir que ces éléments seront toujours abondants et libres

d'accès au tarif le plus bas possible. Cela signifie concrètement que les infrastructures liées à la production et au transport d'énergie doivent être sous le contrôle de l'État, que les infrastructures liées aux communications numériques doivent être sous le contrôle de l'État et qu'une partie du système bancaire doit retourner sous le contrôle de l'État.

Hors de ces éléments, la production et le commerce de biens et de services doivent se développer au sein d'un marché libre mais aux règles clairement établies et équitables.

Une économie associant biens, services et numérique

La deuxième idée part d'un double constat.

Le prix des biens physiques a décrié de façon fantastique grâce aux caractéristiques du commerce mondialisé (capacité à produire de façon industrielle en plus gros volume, coût de transport faible, rapidité des échanges). Le système est temporairement inéquitable à cause des coûts de main d'œuvre de production. Le deuxième constat est qu'en économie numérique ce processus de baisse des coûts s'accroît jusqu'à introduire une entrée de gamme totalement et réellement gratuite (modèle dit freemium). Cette économie numérique est plus proche de la production de services que de biens.

Ce double constat étant fait, il est possible de construire une deuxième règle : *l'économie que nous devons construire doit être une économie qui associe un ou plusieurs biens matériels à un service, le tout étant fortement lié à des mécanismes d'économie numérique (dont le freemium)*. Ce modèle économique a été baptisé « économie quaternaire » par Michèle Debonneuil⁴ je l'étends un peu ici en y accrochant des mécanismes d'économie numérique.

Une telle économie présente de très gros avantages :

- elle continue d'utiliser les bénéfices apportés par la mondialisation, à savoir produire des biens de consommation à bas coût
- elle associe des éléments non délocalisables à valeur ajoutée, à savoir la production de services
- si en plus on réussit à introduire une entrée gratuite avec un modèle freemium, alors c'est l'économie marchande elle-même qui gère directement le problème de la pauvreté d'une partie de la société.

Un exemple concret : à Paris, on vient de lancer AutoLib⁵ qui se rapproche assez d'un tel modèle. AutoLib ne vend pas de voiture (donc un bien), il vend de la mobilité urbaine (donc un service). AutoLib n'est possible que grâce aux technologies de communication numérique qui permettent de géolocaliser les véhicules et de gérer le parc. Même si le véhicule était produit à l'autre bout de la planète, le chiffre d'affaires générés est local et ne peut être délocalisé. Enfin, AutoLib n'a pas introduit de niveau de gratuité mais il me semble que ce ne serait pas forcément compliqué (avis professionnel personnel...). En effet, il faudrait simplement introduire un service supplémentaire qui ait une valeur d'usage supérieure au coût de location du véhicule et ayant un coût marginal de production nulle. C'est juste une question d'inventivité.



Faisabilité

La réalisation de la première règle ne dépend que de la volonté politique. La réalisation de la seconde est plus complexe car elle nécessite la participation d'entrepreneurs dont la culture est pour la grande majorité très éloignée d'un tel univers. Il en est de même d'ailleurs pour la majorité des politiques.

Nous devons entrer dans un nouveau monde avec de nouvelles règles qui ne sont pas celles de l'ancien monde. C'est une opération intellectuellement et opérationnellement complexe, ce n'est ni naturel ni inné, cela s'apprend et doit être accompagné.

4 Cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/Mich%C3%A8le_Debbonneuil et http://www.dailymotion.com/video/x7ofi3_1-economie-du-quaternaire_newsundefined

5 Cf. <http://www.autolib.fr/autolib/>

Conclusion

Il faut acter de la mort des modèles économiques et sociaux qui ont prévalu jusqu'au début de ce troisième millénaire.

Il est nécessaire et impératif que les États répondent au besoin de sécurité et de protection économique et sociale des citoyens mais, au moins temporairement suite à la faillite de l'ancien système financier, il faut réorganiser le système actuel vers plus de solidarité et d'entre-aide directe et moins d'allocation financière. L'État doit jouer un rôle plein et entier dans ce nouveau système et ne pas se retrancher derrière la charité privée.



Le recours au protectionnisme ou au malthusianisme économique n'a pas de sens.

Une nouvelle économie numérique peut être bâtie en alliant le volontarisme étatique et l'esprit entrepreneurial privé. Cette économie doit s'appuyer sur des briques fondamentales dont la qualité est garantie par le service public et le coût le plus faible possible : énergie, information et système financier. Cette nouvelles économie numérique associe des biens à bas coût à des services à valeur ajoutée, le tout rendu cohérent et économiquement viable grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Le passage à une telle économie doit être accéléré en déployant un plan d'alphabétisation numérique ambitieux.